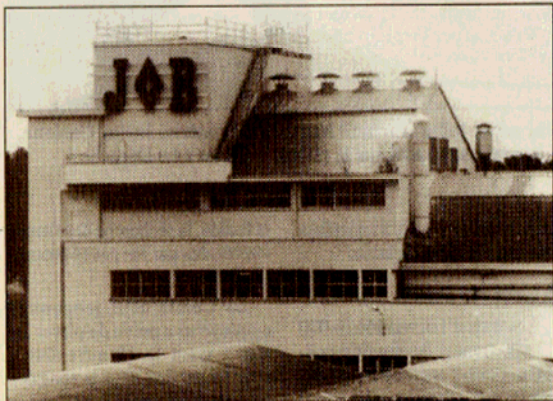


DOSSIER

La fin de Job était-elle programmée ?

Après la mise en redressement judiciaire de l'entreprise toulousaine, le procureur de la République a demandé l'ouverture d'une enquête préliminaire. La gestion de Job-Parilux par de bien curieux actionnaires semblait tenir davantage du dépeçage organisé.



Ce fleuron du patrimoine industriel toulousain sera-t-il à son tour sacrifié ? (Photo « La Dépêche », archives)



Le redémarrage de la machine à papier, voici deux semaines, après un mois de chômage technique (Photo « La Dépêche », archives)

De rachat en association sans lendemain puis en cession hasardeuse, l'histoire des 10 dernières années de Job-Parilux ressemble à un beau gâchis. Jusqu'à l'arrivée des derniers actionnaires dont le comportement et les agissements tenaient plus de ceux d'affairistes sans scrupules que de capitalistes d'industrie.

En rachetant l'entreprise en 1986, le groupe Bolloré lui a imposé un plan social (départ de 97 personnes) mais également une 1^{re} tranche d'investissement (50 MF). Il n'y en a pas eu d'autres.

Bolloré Technologie a surtout réalisé les actifs de la société Job en vendant ses biens immobiliers toulousains de la rue Claire-Paulhac et du boulevard de la Marquette. Il a également supprimé la fabrication du papier bleu des célèbres paquets de Gauloises pour ne garder que la principale : le papier couché classique. Créant ainsi une situation délicate : l'existence de Job-Parilux ne reposait plus que sur une unique production.

Mésalliance

En 1989, l'entreprise des Sept-Deniers n'en était que plus directement touchée par la crise de l'industrie papetière (surproduction, hausse du coût de la ma-

tière première). Elle a commencé à perdre de l'argent. Et Bolloré n'a pas su ou pas voulu stopper cette spirale dangereuse.

Avait-il déjà l'intention de se débarrasser de Job-Parilux ? Il a d'abord cherché un partenaire. En 93, il s'est associé avec le Hollandais KNP. Mésalliance en fait qui n'a pas permis de redresser l'entreprise.

En mars 95, Gecco France entre alors en scène. C'est une filiale de Gecco Holding, société mère basée à Londres dont on découvrira qu'elle ne présente aucune garantie bancaire et s'appuie sur un capital ridicule de 2 livres sterling (15 F environ) ! Constituée pour la circonstance, Gecco France achète Job pour un simple franc.

« Coquille vide »

La Filpac-CGT dénonce aujourd'hui cette transaction : « Bolloré ne pouvait pas ne pas savoir que Gecco était une coquille vide ». Au point d'y voir une société écran et de s'interroger : « Bolloré ne l'a-t-il pas montée lui-même ? »

Le 1^{er} avril, les nouveaux dirigeants se sont installés aux Sept-Deniers : Yossef Malka (PDG), Michel Dechegne et Patrick Feibelman.

Curieux personnage que ce Feibelman. Actionnaire minori-

taire de Gecco France dont il est également le consultant, il est aussi considéré comme « le véritable instigateur de la restructuration de Job-Parilux », selon un rapport de l'inspection du travail commandé par le procureur de la République.

Cette « restructuration » tient davantage du dépeçage. « Il avait tout du cow-boy », raconte Bernard Margras, délégué du personnel (Filpac-CGT). « Il faisait des réflexions aux gens quand ils oubliaient d'éteindre la lumière, mais il menait lui-même un grand standing aux frais de l'entreprise ».

Frais sans justificatifs

L'omnipotent consultant de Job-Parilux ne lésinait pas sur la dépense. D'après le rapport de l'inspecteur du travail, les notes de frais de Feibelman se passaient de justificatifs. L'actionnaire minoritaire mais onéreux s'est notamment octroyé à deux reprises 593.000 F pour ses déplacements ! Et encore 400.000 F pour de soi-disant dépenses d'hôtel... et d'entretien de piscine.

Les comptes de la société ont été ainsi régulièrement débités. Parfois sans facturation. Parfois sur présentation de factures. Job-Parilux en réglait certaines pour des sociétés de Patrick Feibel-

man, par ailleurs Pdg de nombreuses PME qui présentent pour la plupart la caractéristique d'être dans une situation très précaire.

Ainsi la société Plastofilm, dont le siège est à Steinbourg dans le Bas-Rhin, faisait elle régler ses commandes d'encres par Job-Parilux : 45.114,63 F par exemple le 11 août.

8 MF auraient disparu

En 6 mois de « gestion », les nouveaux dirigeants de Job auraient délesté la trésorerie de Job de 8 MF selon les calculs du comité d'entreprise.

Dans la même temps, Gecco a négligé le paiement des fournisseurs dont les créances seraient d'environ 20 MF. Ce qui a conduit à l'arrêt des livraisons de pâte à papier en septembre.

Saisi par le parquet, le tribunal de commerce de Toulouse a ordonné la mise en redressement judiciaire de l'entreprise et, fait rarissime, dessaisi Gecco France de sa gestion. Afin de prévenir une éventuelle cessation de paiements. Le procureur de la République a également demandé une enquête préliminaire à la section économique et financière du SRPJ de Toulouse.

Après la nomination d'un administrateur judiciaire, les livraisons de pâte à papier ont re-

pris ainsi que la production. Mais jusqu'à quand ?

Un produit de luxe

Gecco France a fait appel du jugement. En attendant, l'administrateur doit trouver un repreneur. Scheufelen sera-t-il celui-là ? Le papetier allemand a déjà fait une apparition aux Sept-Deniers à la fin de l'été. Introduit lui aussi par Feibelman, le PDG de Scheufelen a exposé devant les salariés un plan de reprise qui s'intéressait à la branche commerciale de Job et délaissait l'appareil productif. A terme, c'était la disparition de Job.

Les salariés n'ont pas voulu de cette solution. Ils n'en veulent pas davantage aujourd'hui et la CGT s'emploie à en trouver une autre. Tout en s'efforçant de démontrer que l'entreprise toulousaine peut encore avoir de l'avenir si elle intègre un grand groupe papetier et envisage sa diversification.

Malgré toutes ses vicissitudes, les 300 salariés de Job ont continué à fabriquer un papier couché classique de très grande qualité dont les musées nationaux sont l'un des principaux clients. Un produit fabriqué aux Sept-Deniers depuis plus de 50 ans et dont Job est le leader.

Un papier de luxe qui risque d'être mis au panier pour de sombres intérêts financiers.

Philippe BERNARD